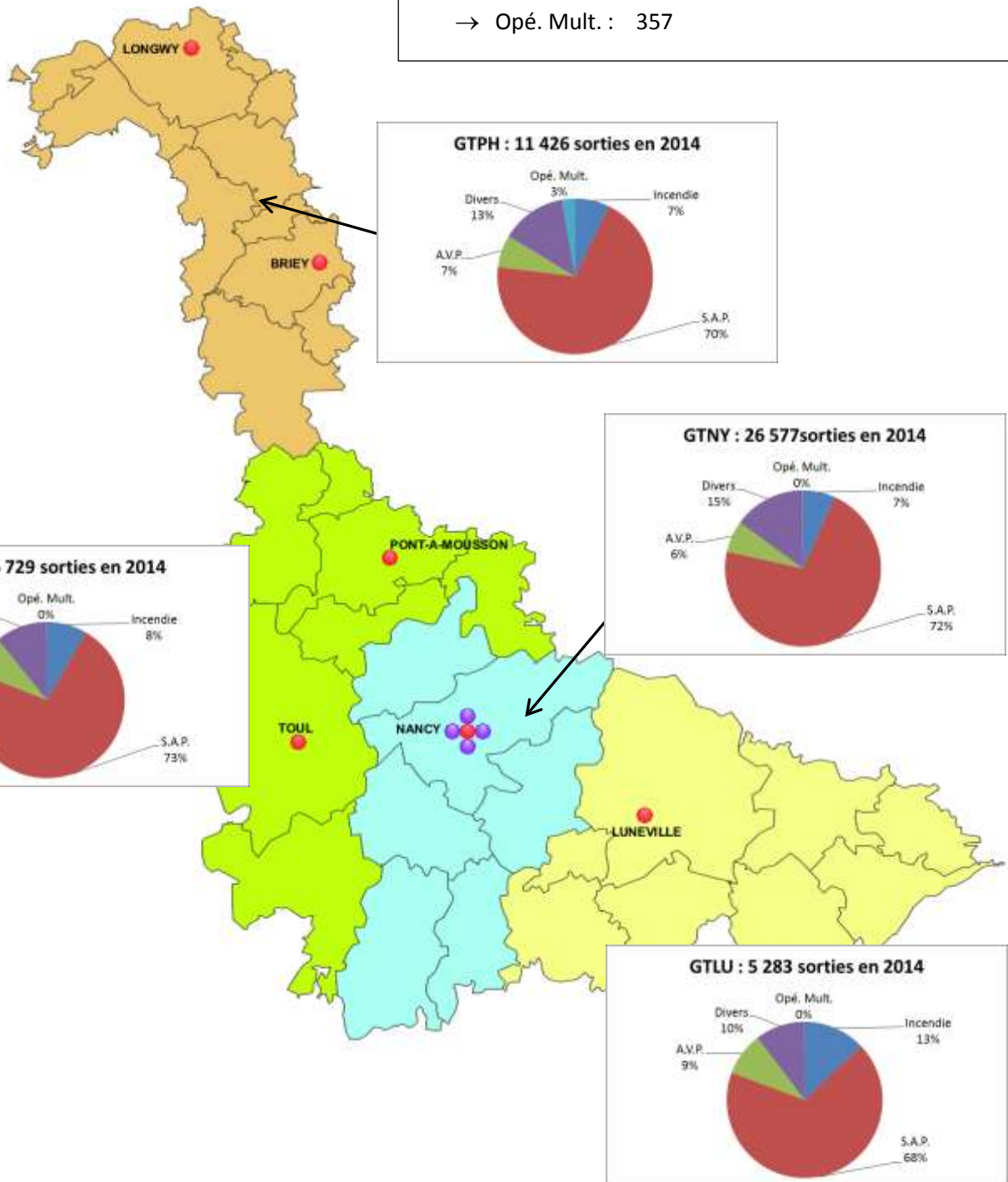


I. - Bilan de l'activité opérationnelle en 2014

Bilan cumulé des interventions sur le département en 2014 :

- Incendie : 2 593
 - S.A.P. : 32 577
 - A.V.P. : 2 320
 - Divers : 5 994
 - Opé. Mult. : 357
- Soit un total de **43 841** interventions



Parmi les interventions marquantes pour l'année 2014, on peut citer :

- Accident sur la voie publique en juillet : contresens sur l'A31
- Inondations dans le Jarnisy, en septembre
- Incendie à Fennerviller



II. - De la prévision à la coordination opérationnelle...

A. La planification et la prévision opérationnelle

La planification et la prévision opérationnelle couvrent différentes activités menées au quotidien :

- Participation à 12 CODERST
- Supervision et suivi de 494 dossiers en matière d'urbanisme
- ADECI : 5448 Points d'Eau Incendie contrôlés, réception et intégration de 67 nouveaux PEI.
- Concernant la planification :
 - POI : avis concernant les POI SEVEAL, NOVASEP et recadrage POI St Gobain
 - plan de défense incendie : Avis concernant le Plan de Défense Incendie SNOI VILCEY-SUR-TREY (Non Autonomie), Validation stratégie générale Parc B SFDM LIMEY-REMENAUVILLE (Non Autonomie), Validation stratégie générale Parc A SFDM SAINT-BAUSSANT (Non Autonomie Temporaire)
 - contrôle, validation et diffusion de 17 ETARE.

Au-delà de ces activités récurrentes, le SDIS est amené à intervenir lors de grands Rassemblements et manifestations sportives, et participe aux Commissions Départementales de Sécurité Routière.

B. La coordination opérationnelle

L'activité de coordination opérationnelle suppose la mise en œuvre d'exercices départementaux, en lien avec les groupements territoriaux concernés, et le suivi des interventions relevant des missions non obligatoires du service faisant l'objet de facturations.

- Exercices départementaux :

- Bilan des interventions faisant l'objet d'une facturation :

Lors de certaines manifestations, des piquets de sécurité sont assurés par les personnels et moyens du SDIS. Ces interventions font l'objet de facturations, dont voici le bilan pour 2014 :

Piquets de sécurité	Sécurité travaux Cristalleries Baccarat et usine St Gobain Feux d'artifices et défilé de la St-Nicolas - Nancy Stade Marcel Picot Nancy - Nancy	25 604,42 €
Interventions	10 pollutions, 12 réquisitions et 42 interventions « ascenseur	12 393,18 €
Conventions opérationnelles, plans secours	APRR : 15 interventions SANEF : 10 interventions	14 323,57 €
Détachements	Meuse, Moselle, Normandie et Antilles	6 736,96 €

C. Les Systèmes d'Information Géographique : au service de la planification et de la coordination opérationnelle

La mise en place progressive de la cartographie numérique suppose la fiabilisation des données, ce qui a été poursuivi cette année :

- Réalisation d'une veille technologique : mises à jour quotidiennes de la voirie, des points d'eau et des bâtiments issus des remontées d'informations du CODIS, des groupements, de la prévention et des collectivités locales ;
- Mise en place des nouveaux Rasters et autres cartes, qui permettent notamment des calculs d'itinéraires plus justes ;

Les SIG tendent à innover pour mieux répondre au besoin opérationnel. Ainsi, différents projets ont pu être menés ou sont en cours de déploiement :

- stabilisation et paramétrage de la cartographie opérationnelle pour optimiser l'action du CODIS, ainsi que la géolocalisation de l'ensemble des véhicules de la flotte du SDIS ;
- finalisation du portail de cartographie web
- projet de tablette

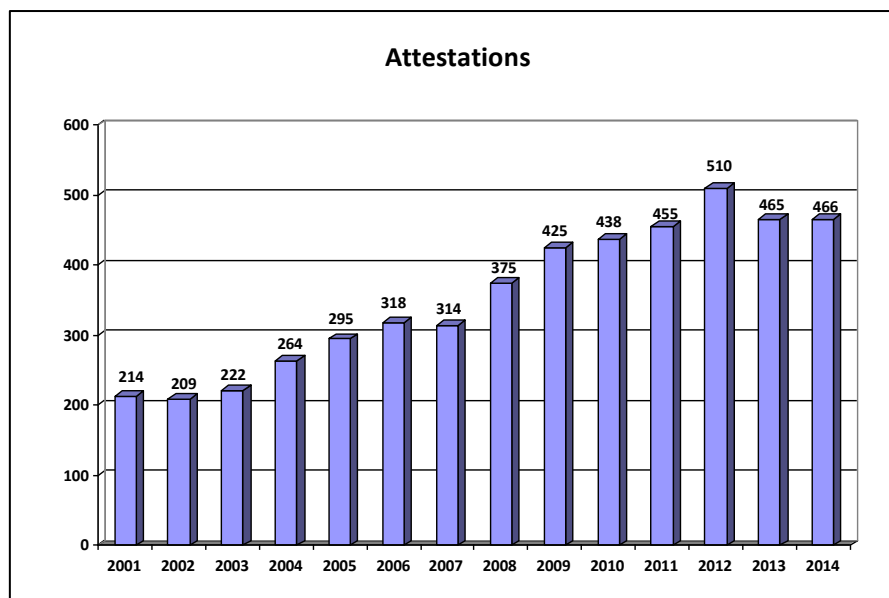
Par ailleurs, l'activité de production cartographique a continué en 2014 : déploiement des plans parcellaires (optimisation des supports papier : plus résistant, plus léger, hydrophobe), édition et diffusion de cartes (département, secteurs, cartes murales pour les centres, etc).

D. Au cœur de la planification et de la coordination opérationnelle : le CODIS-CTA, *déclencheur* de l'activité opérationnelle

L'activité du CODIS-CTA implique des formations régulières des agents concernés, telles que : FAE d'Opérateurs de Traitement des Appels d'Urgence (O.T.A.U.), à l'occasion des recrutements de stationnaires, FAA «Opérateur de Coordination Opérationnelle(OCO)», et diverses FMA (chefs de salle, OTAU, OCO, secourisme, FMA de tronc commun pour les agents prenant des gardes en CIS et des FMA de spécialité).

Par ailleurs, le CODIS accueille régulièrement des personnes extérieures (stagiaires, étudiants, etc), venant en découvrir l'organisation et le fonctionnement.

Enfin, le CODIS-CTA traite des demandes d'attestation d'intervention : il s'agit ici de répondre aux personnes secourues qui sollicitent une attestation en vue de réaliser un dossier d'indemnisation auprès des sociétés d'assurance. Le bilan de l'évolution de cette activité est retracé ci-dessous :



III. – La Prévention des risques d'incendie

A. L'activité de prévention des risques d'incendie

La Sous-Commission Départementale (SCD)

Elle s'est réunie à 18 reprises en 2014 pour étudier les dossiers de permis de construire, les projets d'aménagements, d'autorisation de travaux et les demandes de dérogations au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

807 dossiers ont été examinés :	
- 1 ^{ère} à 4 ^{ème} catégorie :	453
- 5 ^{ème} catégorie :	332
- parc de stationnement :	1
- I.G.H. :	21

Evolution d'activité de la Sous-Commission Départementale sur les 5 dernières années :

	2010	2011	2012	2013	2014
Réunions plénières	19	18	17	18	17
Visites d'ouverture	19	9	14	29	20
Nombre total de dossiers examinés et de visites périodiques	929	989	906	976	861
<i>dont les demandes de dérogation</i>	46	40	38	23	32
AVIS FORMULES					
Favorables	846	870	827	876	803
Défavorables	55	115	68	67	42
Non délibérés	28	4	11	33	16

Dont 807 études

Après une légère augmentation du nombre des dossiers en 2013, les chiffres de 2014 indiquent une baisse de 11.5% du nombre de dossiers, et ce particulièrement sur la fin d'année.

Les Commissions de Sécurité d'Arrondissement (CSA) :

Elles sont au nombre de 4 : Les visites sont réalisées en commissions plénières de commission d'arrondissement (CSA) ou en groupe de visite (GV) de la CSA.

	Briey	Lunéville	Nancy	Toul	Total
Nombre de réunions plénières	10	8	12	9	39
Au cours de ces réunions plénières :					
Dossiers visites périodiques en GV CSA	80	43	182	48	353
Dossiers pour la levée avis défavorable	4	4	40	6	54
Visites périodiques (CSA + GV CSA)	90	62	253	56	461
Visites de réception	15	4	100	9	128
Visites inopinées	1	1	0	0	2
Demande de visites	1	1	20	8	30

Au total 461 visites périodiques ont été réalisées en 2014 dans le cadre des CSA.



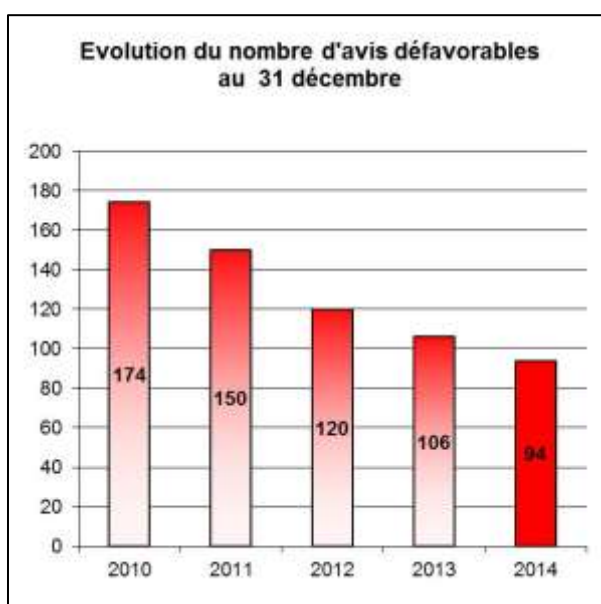
Quelques visites périodiques n'ont pas pu être réalisées car les établissements étaient fermés pour travaux. Elles sont ou seront réalisées après achèvement de ceux-ci en 2015.



Point des avis défavorables au 31 décembre 2014

La prise en compte par l'autorité de police des avis défavorables a permis de diminuer de manière significative ces derniers. De manière concomitante, le développement d'une méthodologie d'analyse des risques d'incendie lors des visites a permis de renforcer la pertinence des avis émis et de limiter l'émission d'avis défavorable aux établissements les plus dangereux.

Cette année le nombre d'établissements, dont la poursuite au fonctionnement de l'exploitation relève d'un avis défavorable, diminue encore d'environ 11 % par rapport à l'année précédente. **94** d'entre eux (sur 2794) sont sous le coup d'un avis défavorable ce qui représente **3,3 %** des établissements recevant du public soumis à l'avis des commissions de sécurité.



Nombre d'avis défavorables en 2014	Avec locaux à sommeil		Sans locaux à sommeil	
BRIEY	16	10	6	
LUNEVILLE	2	0	2	
TOUL	14	3	11	
NANCY	62	16	46	
Total	94	29	65	

Les principales motivations de ces avis défavorables relèvent soit :

- ▶ D'un mauvais fonctionnement d'équipements majeurs de sécurité :
 - éclairage de sécurité
 - équipement d'alarme incendie, système de sécurité incendie.
 - désenfumage

- ▶ De l'absence de vérifications techniques des :
 - installations électriques (normal ou secours)
 - installations de chauffage ou de gaz
 - installation de désenfumage mécanique

- ▶ D'un suivi incomplet d'observations majeures figurant dans les rapports de vérifications établis par les organismes agréés ou par les précédentes commissions de sécurité.

Les établissements recevant du public du département au 31 décembre 2014

Au 31 décembre 2014, **2794** établissements recevant du public sont recensés et soumis à contrôle par les commissions de sécurité, dont 2653 ERP de 1^{ère} à 4^{ème} catégorie et 141 ERP de 5^{ème} catégorie avec locaux à sommeil.

A ces 2794 établissements, s'ajoutent **10** immeubles de grande hauteur (IGH).

Le nombre d'ERP de 5^{ème} catégorie sans locaux à sommeil est de : **5 842**.



Ouverture du Centre des Congrès Prouvé en juin 2014



B. Les activités menées en transversalité avec d'autres groupements au sein du SDIS

En dehors des activités courantes de prévention des risques d'incendie, les préventionnistes participent à des activités dites « transversales », en lien avec d'autres groupements de l'établissement.

En matière de coordination opérationnelle, par exemple, des procédures ont ainsi pu être établies entre le GPRI et le GPCO :

- Avis défavorables ERP /IGH : chaque mois la liste des établissements en avis défavorable est transmise au groupement de planification et de coordination opérationnelles. Les motifs de l'avis défavorables sont indiqués si les moyens de secours, le désenfumage ou l'éclairage de sécurité sont concernés afin de porter ces

informations à la connaissance des sapeurs-pompiers qui interviennent. Le commandant de l'opération de secours peut ainsi en tenir compte dans son idée de manœuvre et transmettre en retour des informations importantes au groupement de la prévention des risques d'incendie.

- Intervention dans les ERP : Lors d'une intervention pour reconnaissance sur sonnerie d'alarme ou tout autre sinistre intéressant un ERP, un courriel est généré automatiquement par le logiciel du CTA afin d'en informer le GPRI. Le chef de groupement peut ensuite consulter la main courante ou à défaut le GPCO peut envoyer la main courante au préventionniste afin de consulter le détail de l'intervention et l'archiver dans le dossier de l'établissement.

C. Les autres actions de prévention et les liens avec les organismes extérieurs

Le nombre de présidence de Jury des examens de Services de Sécurité Incendie et Aide aux Personnes - SSIAP (SSIAP 1, SSIAP 2 et SSIAP3) représente **25** journées pour l'année 2014 soit plus d'un mois et une semaine équivalent temps plein.

Cette activité a généré pour le SDIS un gain d'un montant de **9 240 €**.

Ces jurys sont organisés dans le cadre des formations SSIAP (Service Sécurité Incendie Aide aux Personnes) dispensées dans le département par les organismes suivants : CFSI Liverdun, GRETA Lorraine Nord et Centre, CFA Landres, IFS, APAVE et ALJI Nancy.

En matière de formation, les agents du groupement de prévention des risques d'incendie participe aux séquences d'enseignement du Master SPIEQ dans le cadre du partenariat SDIS / Université de Lorraine.

Le groupement de la prévention des risques d'incendie assiste à la commission des préventionnistes du GIRACAL (groupement interrégional Alsace, Champagne Ardennes, Lorraine), soit 3 réunions par an.

Il participe également à la réunion annuelle des responsables départementaux prévention de la zone EST. Elle est pilotée par l'état-major interministériel de la zone de défense et intègre, outre les SDIS du GIRACAL, les SDIS des régions Bourgogne et Franche-Comté. Ces colloques permettent d'échanger sur les questions d'actualité, et de mettre en commun « la matière grise » afin d'évoquer les solutions développées et de mutualiser la réflexion sur les sujets relatifs à la prévention des risques d'incendie.

Le chef du groupement est membre de la commission fédérale prévention. La participation à la commission fédérale permet d'intégrer des groupes de travail nationaux pilotés par la DGSCGC. Ces groupes sont constitués de manières pluridisciplinaires par des professionnels de la construction, des bureaux d'études, des contrôleurs techniques et des sapeurs-pompiers. Leurs travaux ont pour finalité d'adapter la réglementation relative à la prévention des risques d'incendie aux évolutions techniques ou aux retours d'expérience. Collaborer à ces groupes de travail renforce le degré d'expertise du groupement.

IV. – La santé et le secours médical

A. Les activités récurrentes en matière de santé et de secours médical

Chefferies santé

- Au sein des groupements territoriaux : l'activité des médecins et infirmiers

Les MSP et ISP de groupement ont poursuivi leur travail quant au management des personnels a été réalisé en 2013 : le niveau SSSM de groupement est un niveau fondamental de proximité, qui permet un management de proximité des personnels en assurant une coordination au plus près des spécificités territoriales entre les acteurs de terrain et la chefferie Santé. Il assure également la mise en œuvre et le contrôle de l'organisation de la médecine d'aptitude des sapeurs-pompiers volontaires, de la médecine d'aptitude professionnelle et préventive des sapeurs-pompiers professionnels ainsi que la santé au travail dans le groupement.

- Les visites médicales d'aptitude des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires

Les 28 médecins SP et les 86 infirmiers SP, assurant régulièrement ces visites en cabinet de groupement, ont effectué 2 330 visites de maintien en activité, de consultation en service ou de reprise d'activité. 571 ECG ont été réalisés lors de ces visites d'aptitude.

- Campagne de vaccination antigrippale 2014

Les données sont proches des valeurs nationales. Malgré une campagne d'information, le nombre d'agents du SDIS s'étant fait vacciner contre la grippe reste faible : 190 en 2014, en très nette régression par rapport aux années précédentes : 274 en en 2011, 250 en 2012 et 265 en 2013.

- Activité opérationnelle : quelques chiffres clés pour 2014.

La répartition par groupement est la suivante :

- GTPH : 16 817 H d'astreinte et 2 718 H de garde pour 642 interventions,
- GTPT : 3 799 H d'astreinte et 4 842 H de garde pour 831 interventions,
- GTNY : 10 959 H d'astreinte et 12 225 H de garde pour 3 006 interventions,
- GTLU : 9 873 H astreinte et 4 523 H de garde pour 921 interventions,

<p>Sur l'ensemble du département :</p> <p>→ 41 448 H d'astreinte</p> <p>→ 24 308 H d'activités casernées</p> <p>→ 5 938 H d'intervention</p>
--

Trois Médecins SP de groupement participent également à l'activité opérationnelle du SSSM et aux activités s'y rattachant, avec 2 076 H d'astreinte départementale SSSM et 48 interventions.

- Quelques informations RH :

- Engagements : 1 médecin volontaire, 10 infirmiers volontaires et 2 psychologues volontaires,
- Validation de la FAE de chefferie par l'infirmier chef et de la FAE de groupement par 2 médecins de groupement SPV

- Le poste de pharmacien chef professionnel n'est pas remplacé. La nomination d'un pharmacien chef volontaire n'a pas été réalisée.
 - Autres informations :

Les 2 pôles, créés en 2013 au sein du service pharmacie, fonctionnent :

- Le pôle pharmacie a mis en place le nouveau marché Oxygène, avec suppression d'une bouteille B15 dans les VSAV, dotation de bouteille B2 pour les sacs GRIMP et réorganisation des stocks des CIS.
- Le pôle biomédical voit son activité en forte augmentation dans le domaine de la maintenance et des réparations. Les compétences acquises par le technicien biomédicale permettent de moins sous-traiter, ce qui améliore la réactivité et diminue la dépendance auprès des prestataires. Le matériel biomédical des cabinets médicaux a été remplacé conformément au marché passé en 2013.

Il est à noter que les membres du SSSM participent régulièrement aux formations initiales et continues des SP dans le domaine du SAP (conception de supports pédagogiques, actions de formation), de la médecine de catastrophe, FMA, PISU et FI ISPV.

Santé et sécurité au travail

Quelques indicateurs de l'activité sont présentés ci-dessous :

- 3 CHSCT en 2014, soit 36 rapports présentés, 1 enquête accident et 6 questions diverses
- 2 réunions de sous-commissions des CHSCT :
 - Sous-commissions Habillement – EPI : le 10/09/2014, évolution des tenues textile avec présentation des caractéristiques techniques d'une tenue – retex nouveaux gants mixtes.
 - Sous-commission visite des locaux : le 03/12/2014 (visite de la nouvelle infrastructure de formation – présentation du guide technique d'utilisation du plateau gaz et procédures liées à la sécurité des intervenants – retex première formation).
- 5 enquêtes accidents réalisées.

B. Les temps forts de l'année 2014

Chefferies santé

Le plan sanitaire EBOLA a été réfléchi, créé, testé en interservices avec le SAMU et le service des maladies infectieuses du CHU de Nancy et en plus de la rédaction de fiches missions pour le CTA et les équipes VSAV, a nécessité la création d'un VSAV dédié.

En dehors de cette intervention marquante, l'année 2014 a été marquée par :

- le recrutement de deux psychologues cliniciennes pour mettre en place une cellule de soutien psychologique,
- la démarche de réponse graduée du SAP dans les zones blanches se précise pour la zone blanche de Badonviller. Un groupe de travail est constitué pour une mise en place d'un VLI en garde postée au CIS Badonviller début 2015,

- la révision du logiciel d'aptitude médicale Médisap pour permettre l'articulation entre aptitude, formation et emplois opérationnels est effective depuis juin.

Par ailleurs, divers projets ont été menés en partenariat avec d'autres groupements :

- projet d'articulation entre aptitude, formation et emplois opérationnels [avec GSRH, GPCO, PSIT].
- dans le cadre du Soutien Sanitaire Opérationnel dans le dispositif général du soutien et de la réhabilitation de l'homme en intervention, participation à l'écriture d'un cahier des charges d'un Véhicule de Soutien aux Intervenants [GPCO-BDSSS-GSTL].
- préparation Physique Opérationnelle [BDSSS-GSRH],
- réorganiser le fonctionnement de la composante vétérinaire du SSSM, dans ses missions opérationnelles [avec CT ANIM, GPCO] et ses missions en matière d'hygiène alimentaires [BDDeF, BDIM].

Certains projets ont également été menés dans un cadre partenarial externe :

- Projet de réponse à l'accès pour tous aux soins urgents en moins de 30 minutes sur la zone blanche de Badonviller [ARS, SDIS lorrains].
- Les liens entretenus avec les partenaires de la Santé, ARS, SAMU et hôpitaux sièges de SMUR, permettent le maintien de bonnes relations par le biais des formations conjointes de personnels (SAMU SMUR et SP), des réunions interservices (SAMU, Hôpitaux, SMUR, SDIS) régulières et du travail au sein de Lorraine Urgences.
- La mutualisation de la formation par le CESU 54, des ISPV du SSSM54 et du SSSM55 permet de garantir un nombre suffisant de stagiaires pour ouvrir un stage.
- Plusieurs réunions des pharmaciens gérants de PUI des départements lorrains ont eu lieu pour réfléchir à une mutualisation au sein des PUI de Lorraine.

Santé et sécurité au travail

Parmi les projets menés ou initiés en 2014, on note :

- Prévention des conduites addictives : mise en place d'un groupe de travail dans le but de poursuivre et renforcer la démarche de prévention des addictions engagée en 2005, en partenariat avec les organisations syndicales, un addictologue (CC du Cpli Cotes en Haye) et une psychologue du SDIS 54 (Expert SSSM).
- Mise en œuvre et application des nouveaux textes relatifs à la santé sécurité en service (Décret 85-603 relatif à **l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale**, modifié par le décret codifié 2012-170 du 3 février 2012).
- Elections professionnelles et mise en place des nouveaux représentants des personnels.
- Prévention du risque lié aux APS : Mise en place d'une politique de Préparation Physique Opérationnelle (PPO) intégrant les Indicateurs de Condition Physique (ICP), dont le but est de favoriser le bien être des agents, de prévenir les risques pour leur santé et réduire efficacement l'accidentologie liée à la pratique des APS.

- Prévention du risque routier : Mise en œuvre du Plan de Prévention du Risque Routier (PPRR), poursuite des actions de formation à la conduite préventive en situation d'urgence avec le BDDeF. Il s'agit de la 2ème année de mise en œuvre des objectifs fixés dans le cahier des charges adressé au FNP, ayant permis de solliciter une subvention de 100 K€.
- Prévention des Risques Psycho-Sociaux (RPS) : Initiation d'une démarche de prévention avec une première définition d'un plan de prévention des RPS.
- Suivi de la démarche de prévention des risques professionnels : Préparation et animation du comité de pilotage du document unique, suivi des plans d'actions (départementaux, locaux et spécifiques, en et hors intervention) et préparation du bilan global de la démarche de prévention pour le CHSCT.
- Création d'un Véhicule de Soutien des Intervenants (VSI) : Projet en lien avec le GPCO et le GSTL, d'un véhicule dédié à la réhabilitation des intervenants.

Le service a mené également différents projets en partenariat avec d'autres groupements, tels que par exemple dans le domaine de la prévention du risque routier ou de la PPO (avec le GSRH), différentes études ergonomiques, création d'un guide du chef de centre « Santé Sécurité en Service ou Activité » et création d'un guide du guide du nouvel arrivant...

Il participe en outre aux réunions et travaux du réseau lorrain des services de santé sécurité au travail.

Enfin, 2 stagiaires ont été accueillis en 2014 :

- ISAM IAE Nancy : 1 étudiant en master 2 de management public, stage de 12 semaines.
- Université Henri Poincaré – ENSIC : 1 étudiant en master 1 SPIEQ durant 12 semaines.